

# Libye : le nouveau pouvoir tarde à s'imposer

À Tripoli, l'arrivée du gouvernement d'union nationale a ravivé les espoirs d'une sortie de la crise. Moussa el-Koni, vice Premier ministre du gouvernement reconnu par l'Onu, fait le point.

## Entretien



**Moussa el-Koni,** vice Premier ministre du gouvernement libyen.



Fayez al-Sarraj, chef du gouvernement d'union chargé de pacifier la Libye.

**Vous êtes à Tripoli depuis juste une semaine, qu'avez-vous fait ?**  
Nous avons sans cesse des réunions avec des représentants des tribus, des maires, des hauts fonctionnaires, des représentants de la banque centrale et des banques locales.

**Avez-vous réellement pris le pouvoir ?**

Presque tous les ministres du gouvernement de Fajr Libya (coalition de milices qui avait installé son propre gouvernement non reconnu) ont quitté leur poste. Le nouveau Premier ministre Fayez Sarraj a pu se rendre sur la place des Martyrs dans le centre de Tripoli. Nous sommes bien accueillis par la population. Nous n'avons pas encore pu occuper les locaux des ministères, mais nous continuons le processus pour nous installer en toute sécurité.

**Qu'en est-il de la sécurité ?**

Nous avons pu débarquer sans tirer

un coup de feu à Tripoli et sans verser une goutte de sang. C'était très important pour nous. Depuis deux mois, nous avons discrètement envoyé des émissaires à Tripoli pour convaincre les différentes katibas de nous rejoindre. Quand nous avons débarqué, nous étions assurés de leur soutien.

**Quel est votre programme ?**

Garantir la sécurité dans le pays est notre première urgence. Ensuite, il

faut rétablir les services de base, le fonctionnement des banques, la paie des fonctionnaires. Daech est notre plus grand défi. Tous les fusils des Libyens doivent se tourner contre lui. Cela va prendre un peu de temps car nous devons bien préparer cette guerre avant de passer à l'offensive.

**Demandez-vous une aide internationale pour lutter contre Daech ?**

Oui, on aura besoin d'une aide

logistique, du partage de renseignements. Nous remercions la France qui nous a proposé son aide. Nous avons suffisamment de soldats pour le combat au sol. Pour ce qui est des bombardements contre Daech, il est prématuré de répondre, nous devons d'abord nous concerter.

**À Tripoli, Jacques DUPLESSY (avec Maatooq HAMADI).**

## Repères

Le gouvernement d'union est né le 12 mars sur la base d'un communiqué d'une centaine de parlementaires de Tobrouk (sur 198). Ses membres, dont le Premier ministre désigné Fayez al-Sarraj, sont toujours bloqués dans une base militaire de Tripoli mais ils ont le soutien de l'Onu et de la Banque centrale libyenne.

Mardi, un progrès a été enregistré avec le ralliement d'une partie du « gouvernement » parallèle de Tripoli. Hier, le Congrès général national, devenu le Conseil d'État, s'est réuni sous sa nouvelle appellation.

Mais le gouvernement d'union n'a pas encore été formellement accepté par les autorités rivales qui contrôlent l'est du pays, à plus de 1 000 km de Tripoli. Le Parlement de l'Est, reconnu par l'Onu, est la seule institution légitime qui peut adouber officiellement le gouvernement d'union, sur la base de l'accord interlibyen signé au Maroc en décembre 2015.

# USA : les « tout sauf Trump » pavoisent

Après deux semaines de campagne catastrophiques, le milliardaire républicain a été battu dans le Wisconsin.

La défaite de Donald Trump dans le Wisconsin relance-t-elle vraiment les espoirs de Ted Cruz, dernier candidat républicain encore en mesure de lui souffler la vedette lors du scrutin du 8 novembre ?

Dans la course à l'investiture, Donald Trump est toujours en tête avec 737 délégués contre 499 pour Ted Cruz et 143 pour le gouverneur de l'Ohio, John Kasich.

Toutefois, le revers du milliardaire dans le Wisconsin écorne un peu plus l'image d'invincibilité que le bouillant magnat de l'immobilier cultive depuis son entrée en lice.

## Redorer son image

Cette nouvelle défaite témoigne de deux tendances et de la réussite de la politique du « tout sauf Trump ». La première, c'est que les dérapages de Donald Trump, et en particulier ceux de la semaine dernière sur les femmes qui se font avorter et sur les alliés asiatiques des Américains, pourraient bien lui être fatals, du moins l'affaiblir de façon sensible auprès d'électeurs qui lui faisaient confiance.

Pour tenter de redorer son image auprès de l'électorat féminin, qui l'accuse souvent de misogynie et d'être irrespectueux, Donald Trump



Dans la course à l'investiture, Donald Trump est en tête avec 737 délégués.

a pu profiter, pour la première fois lundi soir, d'une intervention de son épouse Melania, ancien mannequin d'origine slovène âgée de 45 ans.

La seconde, c'est que le front républicain anti-Trump se consolide. D'ailleurs, l'entourage de l'homme d'affaires n'a pas manqué de dénoncer les manœuvres de certains caciques républicains tout en critiquant Ted Cruz : « C'est un cheval de Troie pour les chefs du parti qui essaient de voler l'investiture à M. Trump. »

Habituel mauvais perdant, Donald Trump a, quant à lui, accusé son rival de fraude et de collusion avec l'establishment républicain.

# Fujimori favorite du scrutin au Pérou

Alors que son ex-président de père croupit en prison, sa fille Keiko caracole en tête des sondages, avant les élections de dimanche.

L'ancien président Alberto Fujimori purge une peine de vingt-cinq ans de prison pour corruption et crime contre l'humanité. Mais il continue d'inquiéter. Sa fille Keiko, 40 ans, se présente à l'élection présidentielle de dimanche. Et ceux qui voient dans l'ancien chef de l'État un dictateur aux mains couvertes de sang, craignent qu'elle décrète sa libération, une fois élue.

Mardi, une marche « anti Keiko » a réuni des dizaines de milliers de participants à Lima. Ils ont crié à la démocratie en danger, preuve que l'éventualité de sa victoire est prise très au sérieux.

## 40 % des intentions de vote

La quadragénaire n'a pourtant aucun bilan, aucune carrière à faire valoir. Elle n'a jamais remporté d'élection. Son inexpérience n'est pas un handicap dans ce pays où les partis ont une image déplorable. Ce sont souvent des inconnus, portés par des partis créés la veille, qui se font élire. Alberto Fujimori n'était qu'un obscur universitaire quand les électeurs se toquèrent de lui, en 1990.

La nouvelle loi électorale, en vigueur depuis janvier, sanctionne de



Keiko Fujimori recueille 40 % des intentions de vote à la présidentielle.

façon impitoyable tout ce qui peut ressembler de près ou de loin à un achat de voix. Le libéral Pedro Pablo Kuczynski, visé par une plainte, pourrait être évincé du scrutin, renforçant la possibilité de voir de nouveau le nom de Fujimori associé à la présidence du Pérou. Keiko Fujimori elle-même a failli se faire éjecter pour avoir remis un prix de 80 € à la gagnante d'un concours de danse.

Avec 40 % des intentions de vote, Keiko se pose en grande favorite. Elle laisse à plus de vingt points Kuczynski et la candidate de gauche modérée, Verónica Mendoza.

# Le Panama menace la France de sanctions

La présidence panaméenne n'exclut pas des représailles économiques à l'encontre de Paris. Mais, quelles sont nos relations commerciales avec ce pays de quatre millions d'habitants ?

## Repères

### Rétorsion

La France a décidé de réinscrire le Panama parmi les paradis fiscaux. « Une loi prévoit des mesures de rétorsion contre les pays qui incluraient le Panama sur les listes grises », rétorque le directeur de cabinet de la présidence panaméenne. Doit-on craindre des représailles économiques ? Le petit pays d'Amérique centrale n'est que notre 74<sup>e</sup> client. Mais nos relations sont anciennes.

Souvenons-nous que Ferdinand de Lesseps, le constructeur du canal de Suez, a essayé en vain de réitérer son exploit à Panama, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Son échec, qui ruina des milliers d'investisseurs, fut à l'origine du premier scandale de Panama...

### Excédent

Aujourd'hui, nous importons 18 milliards d'euros de biens du Panama

et nous en exportons pour 362 millions ! Panama est avant tout une plate-forme de réexportation vers l'Amérique du Sud. En tête, les parfums et produits de soins, « grâce à L'Oréal, à hauteur de 107 millions », indique le ministère de l'Économie. L'activité pharmaceutique (notamment Sanofi) y a bondi de 22 % en un an pour atteindre 79 millions. Lactalis, basé à Laval, s'y est récemment

installé pour exporter produits laitiers et fromages (1,2 million).

### Canal

Ressource majeure du pays : les navires qui empruntent le canal de Panama paient un droit de passage. Le transporteur CMA CGM, basé à Marseille, est « le quatrième client du canal », selon Bercy. Par ailleurs, la France a vendu au Panama pour

23 millions d'euros de navires et plates-formes. Impossible de savoir s'ils seront effectivement basés au Panama. Le pays est le premier pourvoyeur mondial de pavillons de « complaisance ». C'est-à-dire que des bateaux s'y font immatriculer pour s'exonérer des contraintes – fiscales notamment – de leur pays d'origine.

Jacques SAYAGH.

# La commission d'éthique de la Fifa éclaboussée

Cité dans le scandale « Panama Papers », l'Uruguayen Juan Pedro Damiani (photo), a démissionné de la commission d'éthique de la Fifa où il siégeait dans la chambre de jugement (1). C'est cette même commission qui a suspendu Michel Platini pour son rôle dans une affaire de corruption. Selon les « Panama Papers », Juan Pedro Damiani est lié à trois personnes inculpées par la justice américaine dans le scandale

de corruption de la Fifa. Damiani et son cabinet d'avocats auraient notamment travaillé pour sept sociétés offshore liées à l'Uruguayen Eugenio Figueredo, ancien vice-président de la Fifa et ex-membre de son comité exécutif, arrêté à Zurich fin mai.

(1) La commission d'éthique est de la chambre d'instruction et de la chambre de jugement.



AFP

# Le monde et l'Europe en bref

## Échec

Les attentats du 22 mars sont « indiscutablement un échec » pour la Belgique, a admis hier le Premier ministre, Charles Michel. Mais, a-t-il insisté, « je ne peux pas accepter l'idée qu'il y aurait un État défaillant ». Il a fallu « quelques mois » à son pays pour arrêter Salah Abdeslam (suspect clef des attentats de Paris), alors que « pour arrêter Ben Laden, on a mis dix ans ».

## Plainte d'une famille contre l'aéroport de Bruxelles

La famille d'Elita Weah, l'une des trois victimes néerlandaises des attentats de Bruxelles, a annoncé hier, dans un entretien accordé au journal NRC,

son intention de porter plainte contre l'aéroport de Zaventem. Les mesures de sécurité déployées étaient, à leurs yeux, « insuffisantes ».

## Bruxelles : un kamikaze avait travaillé au Parlement

Najim Laachraoui, l'un des deux kamikazes de l'aéroport de Bruxelles, avait réalisé deux contrats d'été au Parlement européen, dans cette même ville, en 2009 et 2010. Il était alors employé par une entre-

prise sous-traitante de nettoyage. « Comme exigé contractuellement, l'entreprise avait fourni la preuve de l'absence d'antécédents criminels de l'individu », précisait hier l'institution européenne.

## Pfizer et Allergan renoncent à leur mariage

Le groupe pharmaceutique américain Pfizer a mis fin, hier, à sa fusion à 160 milliards de dollars avec le laboratoire américain Allergan, à la suite d'une offensive de l'administration Obama contre les mariages d'entreprises motivés par des raisons fiscales, sur fond de résurgence du pa-

triotisme économique. Ce renoncement à la plus importante opération d'évitement fiscal jamais réalisée par une entreprise américaine est une victoire pour la Maison-Blanche dont les précédentes tentatives de bloquer ou décourager les tax inversion avaient échoué.

## Au Japon, un réacteur autorisé à redémarrer



À Koriyama, à l'ouest de Fukushima, le bac à sable se trouve à l'intérieur du jardin d'enfants, afin d'éviter les radiations.

Des citoyens japonais qui réclamaient l'arrêt des deux réacteurs nucléaires en service viennent d'être déboutés par la Cour d'appel de la préfecture de Fukuoka (sud), selon RFI. Une décision qui conforte le Premier ministre Shinzo Abe dans

sa décision de rapidement réactiver tous les réacteurs de l'archipel jugés « sûrs ». Au grand dam de la population, majoritairement hostile à cette reprise d'activité, cinq ans après la catastrophe qui a frappé la centrale de Fukushima.

## Panama : l'ex-société de DSK mise en cause

Le Monde a fait, hier, de nouvelles révélations, à partir des Panama papers. L'ex-fonds d'investissement LSK, présidé jusqu'en octobre 2014 par Dominique Strauss-Kahn (photo), aurait créé trente et une sociétés dans des paradis fiscaux. L'entourage de DSK répond que ce dernier « n'était pas impliqué dans la gestion quotidienne du fonds et qu'il n'était pas au courant de cette activité de domiciliation offshore ». Frédéric Oudéa, le patron de la Société Générale, estime « scandaleux les amalgames véhiculés » à propos de son établissement, épinglé dans l'en-



quête du Monde. « La Société Générale n'a plus aucune implantation dans les paradis fiscaux », assure-t-il, dans un entretien au Figaro.

## Ex-Yougoslavie : une erreur du tribunal international ?

Une semaine après l'acquiescement de l'ultranationaliste serbe Vojislav Seselj, le procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougosla-

vie a annoncé, hier, son intention de faire appel, évoquant des « erreurs de grande envergure » dans la décision des juges.

## Moyen-Orient : aide aux minorités persécutées

Vous pouvez adresser vos dons à Ouest-France Solidarité, Aide aux minorités persécutées au Moyen-Orient, 10 rue du Breil, 35051 Rennes cedex 9 ou via Internet, sur le site [ouestfrance-solidarite.org](http://ouestfrance-solidarite.org). Un reçu fiscal vous sera adressé en début d'année prochaine.



Reuters